



À Biarritz, lors du déjeuner avec Donald Trump hier. ANDREW HARNIK/AP/SIPA

## Macron entre vouloir et pouvoir

**DIPLOMATIE** Le chef de l'État est conscient que les ambitions qu'il porte pour un nouveau monde sont limitées par la force des nationalismes

Envoiyé spécial  
Biarritz (Pyrénées-Atlantiques)

En direct à la télévision hier à 13 heures, avec le ciel et la mer de Biarritz en décor, le projet était « dans les tuyaux depuis plusieurs jours », selon son entourage. Emmanuel Macron voulait s'adresser sans filtre aux Français pour leur dire à quel point ce G7 sous présidence française, loin des récriminations et des doutes, était utile. « Nous devons répondre à cet appel de l'océan qui est derrière moi et à l'appel de la forêt qui brûle aujourd'hui en Amazonie. » En détaillant les mesures sur lesquelles s'engageront les acteurs du G7 et leurs partenaires de la société civile et du secteur privé, le chef de l'État s'est toutefois gardé de triompher. « Nous ne réussirons sans doute pas sur tout et ne m'en voulez pas si parfois nous n'y arrivons pas. La France doit faire le maximum, mais nous ne pouvons pas tout, tout seuls. »

Cette dizaine de minutes était un résumé de ce qu'Emmanuel Macron avait mis plus de deux heures, mercredi, à expliquer aux journalistes. Savoir, devoir, vouloir, pouvoir : l'art de jongler avec des marges de manœuvre de plus en plus réduites. Dans un univers de plus en plus sombre. Le Président a même osé l'expression « téléologie démocratique », comme pour mieux dire que le désir collectif d'aller vers la démocratie, censé être universel, ne l'était plus et qu'il voulait incarner une résistance. « Pour moi, la finalité de notre politique internationale, européenne et même nationale, c'est de pouvoir redéfinir cet humanisme du XXI<sup>e</sup> siècle, qui est au fond ce qu'est la civilisation européenne. » Rien que ça ! « Si

l'on veut que notre capitalisme soit soutenable, il doit être juste. Si on veut qu'il soit juste, il faut que tous les acteurs contribuent au financement des biens communs. » Voilà sa justification, presque philosophique, à la question de la taxation des géants du numérique ou des industries polluantes. Et lorsqu'il évoque les souffrances du monde et les guerres, il ne change pas de cap, celui des valeurs : refus de ce qu'il appelle les « vassalités », volonté de former des « coalitions alternatives » pour répondre aux crises en contournant les vetos et les intimidations. D'où l'idée française d'ouvrir ce sommet du G7 à d'autres acteurs plus exigeants : cinq États africains, quatre grandes démocraties, toutes les principales organisations internationales, et les entreprises du secteur privé qui veulent s'engager dans le développement durable en prenant de vitesse les États.

**« C'est sa dernière occasion de faire passer le message sur les inégalités et le climat »**

Résultats attendus demain et après-demain ? De nouveaux pactes concrets sur des cibles modestes mais avec un potentiel d'entraînement. Que ce soit avec l'engagement de l'Inde et des industriels du secteur de la réfrigération d'investir dans la réduction des émissions de gaz HFC (alors que dix climatiseurs se vendent chaque seconde dans le monde), des entreprises de la navigation marchande pour diminuer la vitesse des conteneurs afin de réduire leur pollution ou du quart des grandes sociétés textiles mondiales pour limiter la désintégration dans l'eau des microfibrilles des tissus synthétiques. Même volonté d'aboutir, autrement qu'avec des

vœux pieux, sur le thème de l'égalité hommes-femmes, avec le « partenariat de Biarritz » visant à faire adopter par les signataires une ou plusieurs des 70 meilleures lois existant dans le monde sur la parité.

« C'est une vraie intuition que de vouloir construire des coalitions par sujet avec le secteur privé, les ONG ou les sociétés civiles, nous confie Bertrand Badré, l'un des parrains du One Planet Lab (lire son interview sur le jdd.fr). Non pas pour décerner des brevets de bonne conduite ni pour remplacer le système multilatéral mais pour le compléter. » Selon ce proche d'Emmanuel Macron, « c'est la dernière occasion pour le Président, à ce niveau, de faire passer le message sur les inégalités et le climat ; il n'a pas le choix ». Car le calendrier est là : l'an prochain, le G20 sera sous présidence saoudienne et le G7 sera accueilli par Donald Trump, qui sera alors dans la dernière ligne droite de sa campagne de réélection.

Et qui pourrait croire que ces deux sommets-là seront aussi ambitieux pour tenter de faire renaître une dose de multilatéralisme. « En termes purement diplomatiques et techniques, la barre a été mise très bas avec la décision de ne pas publier de communiqué final qui marquerait des impasses ou des divisions, décrypte François Heisbourg, conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique. Mais elle est placée très haut, avec le défi du climat qui s'est ravivé à la dernière minute avec les incendies en Amazonie. Or, sur ce dossier, Macron sait qu'il est à six contre un. Donc, tactiquement, il a bien joué le coup. » À condition que cette méthode ne soit pas perçue comme celle du coq français. Comme le signale Bertrand Badré, « tenir la torche sans paraître arrogant, avec plein de gens à côté prêts à l'éteindre et la possibilité de se retrouver seul : c'est un risque, mais ce risque n'est pas populiste ». À lui de le prouver. Et d'abord de rendre compte. Il défendra le bilan de son G7 demain soir dans le 20 Heures de France 2. ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU

## Six partenaires affaiblis et divisés

**CLUB** Le sommet de Biarritz accueille les dirigeants de six pays en proie à des difficultés internes qui réduisent leurs marges de manœuvre

Emmanuel Macron l'a reconnu lui-même implicitement dès mercredi : ses six camarades de jeu ne sont pas dans une forme olympique sur le plan politique. Revue de détail.

### MERKEL À MI-CHEMIN

La chancelière a profité de ses vacances pour lire *Tyrans*, le dernier best-seller du prix Pulitzer Stephen Greenblatt, qui fait une analogie entre l'œuvre de Shakespeare et les tyrans modernes. Pour lui, pas de doute : Donald Trump en fait partie. Angela Merkel continue de subir ses foudres, mais trouve encore les moyens, à mi-chemin de son quatrième mandat, de résister. Néanmoins, après trois crises de tremblements au début de l'été, ses services insistent désormais pour qu'elle écoute les hymnes nationaux assise, comme mercredi soir aux côtés de Boris Johnson.

Mais politiquement : à mi-mandat, sa coalition a déjà réalisé 60 % de ses promesses – un record pour la République fédérale ! À une semaine des élections régionales en Saxe et Brandebourg, où l'extrême droite devrait poursuivre sa progression, et à deux mois de celles organisées en Thuringe, « la tempête que devraient déclencher ces trois scrutins va secouer et malmenier la coalition comme jamais », prévoit Heribert Prantl, éditorialiste au *Süddeutsche Zeitung*.

### TRUDEAU EN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

La campagne pour sa réélection, en octobre, pourrait être difficile. Justin Trudeau vient de recevoir une sévère tape sur les doigts du commissaire à l'éthique. Ce dernier estime qu'il a enfreint la loi sur les conflits d'intérêts en utilisant sa ministère de la Justice pour faire abandonner les charges de corruption à l'encontre de l'entreprise d'ingénierie SNC-Lavalin. Trudeau a refusé de s'excuser en estimant qu'il était de « la responsabilité de tout Premier ministre de défendre l'intérêt public », et notamment l'emploi. Le chef du Parti conservateur a même réclaté cette semaine l'ouverture d'une enquête fédérale pour crime.

Mais pas de quoi déclencher un séisme irréparable dans les sondages. La dernière vague donne toujours les conservateurs et les libéraux au coude-à-coude avec 33 %. Justin Trudeau sera-t-il encore là l'an prochain pour le G7 qui se tiendra aux États-Unis ? Les relations commerciales entre les deux pays sont revenues à la normale après de fortes secousses l'an passé.

### ABE INCONTESTÉ MAIS À LA PEINE

Le Premier ministre japonais n'a jamais disposé d'autant de leviers sur le plan politique. Au point que les deux mouvements d'opposition au Parlement viennent d'envisager de se coaliser pour fragiliser son gouvernement. Mais, pris en otage dans une relation obligée avec les États-Unis de Donald Trump, le Japon peine à trouver le ton juste dans son dialogue avec la Chine tandis que la dispute historique avec la Corée du Sud s'est ravivée ces dernières semaines. En cessant toute coopération en matière de renseignement avec Tokyo, Séoul prend le risque d'attiser le courant nationaliste qui a porté Shinzo au pouvoir. Selon le *South China Morning Post*, Shinzo Abe pourrait « mettre en danger », quelques mois après le G20 d'Osaka, « les perspectives d'obtenir un traité de libre-échange avec la Chine et la Corée du Sud ».

### GIUSEPPE CONTE EN INTÉRIMAIRE

De quelle autorité, autour d'une table des grands de ce monde, peut disposer le Premier ministre démissionnaire d'une coalition déchirée de bout en bout ? Aucune, d'autant que nul ne sait ce qui sortira des consultations censées se tenir jusqu'à mardi pour que le président Mattarella désigne l'un des chefs des partis italiens afin de tenter de construire une majorité plus solide. Ou un gouvernement technique, capable de faire passer cet automne le budget devant un Parlement tétanisé par la perspective d'un retour des électeurs aux urnes.

### DONALD ET « BOJO » EN FAUX FRÈRES JUMEAUX

Leur nationalisme, la conjugaison de leurs forces pour imposer le Brexit aux Européens, leur populisme comme méthode de gouvernance les rassemblent. De là à former un duo, une ligne de front au sein du G7 ? « Boris Johnson joue de son image de comique, mais il a clairement assuré au président de la République jeudi qu'il ne souhaitait pas voir le Royaume-Uni se faire vassaliser par les États-Unis », confie-t-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. De là à en faire un partenaire européen fiable au sein du G7, rien n'est moins sûr. « Voilà un homme qui veut avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière », poursuit notre source. Et Boris Johnson de répondre au Président, en plaisantant à moitié, qu'il était justement « un adepte du beurrisme ». ●

F.C.  
(AVEC HÉLÈNE KOHL À BERLIN ET DELPHINE JUNG À MONTRÉAL)